

La voix de l'opposition de gauche

Les gouvernements dirigés par un parti dit socialiste sont entièrement responsables de la politique réactionnaire qu'ils mettent en œuvre.

Le 12 février 2011

Deux lignes politiques distinctes antinomiques et inconciliables. L'une opportuniste consiste à capituler devant l'ordre établi, les institutions et le capital, l'autre est conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs, au marxisme ou au socialisme :

1- Prétendre que ce serait le FMI, la Commission et la Banque centrale européennes qui imposeraient leur diktat au gouvernement dirigé par Papandréou (PASOK) ou à un gouvernement d'un autre pays, consiste à minorer, voir à nier la responsabilité du gouvernement qui en est le complice, c'est donc soutenir le régime, donc finalement les mesures exigées par le FMI et l'Union européenne que le gouvernement en serviteur zélé du capital applique à la lettre, c'est une capitulation devant le capital. C'est donc se situer sur le terrain des ennemis de la classe ouvrière, de la contre-révolution.

2- Prétendre l'inverse, que dans le cas présent le gouvernement a le choix de la politique qu'il entend conduire, que le gouvernement Papandréou est complice du FMI et de l'Union européenne, condamner et combattre à la fois la politique antisociale qu'il met en œuvre et les institutions, c'est au contraire se situer sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière qui rejette à la fois le gouvernement et sa politique, le FMI et l'Union européenne, le salut des travailleurs étant suspendu à leur mobilisation révolutionnaire pour abolir la Constitution et liquider les institutions politiques au service du capital...

Explication.

1- Prétendre que le gouvernement n'aurait pas le choix de sa politique, alors que c'est totalement faux, dessert notre cause et entretient la confusion sur la véritable nature des partis dits socialistes, cela revient à camoufler leur véritable nature : réactionnaire, capitaliste ou bourgeoise, au lieu de démasquer ou de mettre en lumière l'escroquerie politique qui consiste à parler au nom des travailleurs et du socialisme, tout en mettant en œuvre une politique contraire à leurs intérêts et en les combattant pour le compte du capital.

2- Cela sous-entend s'il n'a pas le choix de sa politique, que dans d'autres circonstances le même parti et le même gouvernement pourraient appliquer une politique conforme aux besoins des travailleurs, ce qui ne sera jamais le cas évidemment, pure illusion ou grossier mensonge. Cette opération consiste donc à épargner et soutenir ce parti, c'est une imposture qui a pour seul objectif de tromper les travailleurs pour que finalement la société demeure en l'état.

3- Le fait de démasquer ces partis devant les travailleurs et de mettre en avant que les partis dits socialistes sont des partis totalement inféodés au capital, présente l'avantage de pouvoir expliquer aux travailleurs et jeunes que le socialisme c'est autre chose, que ces partis sont totalement étrangers au socialisme, et que s'ils continuent à s'en réclamer, c'est justement pour les dégoûter ou les détourner du socialisme qui représente le seul danger pour le système capitaliste et ses institutions politiques, la seule issue à la crise du capitalisme qui conduit chaque jour un peu plus le monde au chaos et à la barbarie.

4- Ceux qui prétendent défendre l'indépendance des organisations et des partis politiques de la classe ouvrière sont par ailleurs les mêmes qui œuvrent en réalité sournoisement, mais méticuleusement, à détourner les travailleurs de la politique ou à détruire la confiance que les travailleurs seraient susceptibles d'accorder à un ou des partis politiques, lorsqu'ils prétendent qu'un parti se réclamant du socialisme n'aurait finalement aucun pouvoir, en tout cas pas celui de s'opposer au FMI et à l'Union européenne, car dans ce cas-là, à quoi bon soutenir un parti, y adhérer si finalement il n'aura pas le pouvoir de satisfaire nos revendications sociales et politiques et de changer la société.

5- Prétendre que, si « *l'obligation d'équilibre des finances* » figurait dans la Constitution de la Ve République « *la majorité sortie des urnes serait contrainte par la Constitution de s'en tenir aux plafonnements de*

dépenses publiques » (communiqué du POI du 5 février), c'est prétendre qu'elle serait dans la même situation que le malheureux Premier ministre grec, c'est mettre en œuvre la ligne politique contre-révolutionnaire énoncée plus haut.

Une telle « *majorité* » serait mis devant le fait accompli, elle n'y serait pour rien et finalement elle n'aurait pas d'autre choix que de poursuivre la politique de son prédécesseur au service des capitalistes, on ne pourrait pas lui en couloir ce n'est pas elle qui a modifié la Constitution.

Franchement camarades, qui aurait l'idée d'en vouloir à la majorité PS-PCF en 1981 d'avoir poursuivi la politique de l'UDF-UDR (ancêtre de l'UMP), n'étaient-elles pas elle aussi pieds et mains liés par la politique de leurs prédécesseurs au pouvoir, par cette foutue Constitution bonapartiste et antidémocratique ? Reliez donc cela aux démarches (front unique) du POI en direction de ces partis et vous aurez tout compris sur la nature de ce parti et les réelles intentions de ses dirigeants.

Mais au fait, ces capitulards ont oublié une chose importante : une fois au pouvoir, une majorité peut décider par décret de modifier la Constitution, là n'est pas notre propos évidemment, elle peut parfaitement l'abolir, c'est déjà mieux, non ? Qu'est-ce qui l'en empêcherait sinon qu'elle est entièrement subordonnée au régime en place ? Pourquoi cette importante précision à destination des travailleurs et des militants ne figure-t-elle pas dans ce communiqué, alors que c'était son objet ?